

L'Espagne augmente le salaire minimum de 8 %, soit un bond de 47 % en cinq ans

Cette nouvelle hausse, approuvée mardi en conseil des ministres, le porte à 1 080 euros bruts par mois sur quatorze mois. Les aides du gouvernement pour contrer l'inflation sont en revanche limitées.

Par [Sandrine Morel](#) (Madrid, correspondante)

Publié le 14 février 2023 à 23h18, mis à jour le 15 février 2023 à 09h47



Le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, à Madrid, le 20 décembre 2022. BORJA PUIG DE LA BELLACASA / AFP

Le gouvernement espagnol a approuvé une hausse de 8 % du salaire minimum interprofessionnel (SMI) pour l'année 2023, mardi 14 février, en conseil des ministres. Cette augmentation, négociée avec les syndicats, porte le SMI de 1 000 euros à 1 080 euros payés quatorze mois (soit 1 260 euros sur douze mois). Elle s'appliquera de manière rétroactive au 1^{er} janvier. En cinq ans, depuis l'arrivée au pouvoir des socialistes en Espagne, en 2018, le salaire minimum a ainsi bondi de 47 %.

Pour le gouvernement de coalition de gauche, mené par Pedro Sanchez, non seulement cette hausse vise à compenser l'inflation, qui a terminé l'année 2022 à 5,7 % en glissement annuel (8,4 % de moyenne annuelle), mais elle permet aussi de respecter l'objectif fixé en début de législature de revaloriser le SMI afin qu'il représente 60 % du salaire médian espagnol.

« Aujourd'hui, nous respectons une promesse et les recommandations de la Charte sociale européenne, s'est félicitée la ministre du travail, l'ancienne communiste Yolanda Diaz, mardi. La hausse du SMI est le meilleur outil pour lutter contre l'appauvrissement des travailleurs mais aussi en faveur de l'égalité entre les sexes, car les femmes, tout comme les jeunes, sont les premiers concernés par cette hausse. »

La mesure, en revanche, n'a pas convaincu la Confédération espagnole des organisations entrepreneuriales (CEOE), qui avait proposé une hausse du SMI contenue, de 4 %, et alerté sur les risques d'une augmentation trop brusque du SMI pour les petites entreprises, les agriculteurs et les sous-traitants de l'administration publique. Dans l'agriculture, le SMI représente déjà 90 % du salaire médian, selon l'Institut national de statistiques (INE). Et près de 80 % dans l'hôtellerie. Par ailleurs, dans 24 provinces espagnoles, principalement en Estrémadure et en Andalousie, il représente plus de 70 % du salaire médian, toutes activités confondues.

Mécontentement du patronat

« Augmenter le SMI de près de 50 % ces dernières années répond à une politique interventionniste qui porte surtout préjudice aux entreprises de moindre taille, qui sont malheureusement celles qui sont d'ordinaire les moins productives », a déclaré Gerardo Cuerva, président de la Confédération espagnole des PME (Cepyme).

« Les chefs d'entreprise sont traités de manière injuste », a résumé, mardi, le président de la CEOE, Antonio Garamendi, jusque-là connu pour son aptitude au dialogue. Une manière aussi de réagir aux propos tenus dimanche par Pedro Sanchez, qui avait demandé aux patrons « cohérence et responsabilité », à l'heure d'augmenter les salaires du privé. « Le patronat ne peut pas réclamer des sacrifices à ceux d'en bas, alors que ceux d'en haut se paient un festin », a-t-il déclaré, avant de rappeler que, durant les quinze dernières années, « la classe moyenne et les travailleurs » ont souffert d'une « érosion » de leur pouvoir d'achat, les prix ayant augmenté de 16 % à 17 % et les salaires de 10 % en moyenne.

Plusieurs études ont tenté de chiffrer les possibles destructions d'emplois provoquées par la hausse du SMI, alors que le chômage reste élevé, à 13 % des actifs. Aucune n'a confirmé l'hécatombe qu'auguraient de nombreux économistes. Dernière en date, celle de la fondation Iseak, commandée par le ministère du travail, a souligné qu'elle a amélioré les conditions de vie de 1,5 million de travailleurs et réduit les inégalités salariales, mais aussi causé près de 28 000 destructions d'emplois. Un effet « limité » qui croît de manière « légère et graduelle dans le temps ». Avec 5,5 % de croissance enregistrée en 2022 et près de 500 000 emplois créés, le gouvernement considère cependant que l'évolution de l'économie lui donne raison.

Dans son salon de soin des ongles Nails & Nails, dans la banlieue de Madrid, Cristina H., elle, peste contre la nouvelle hausse du salaire minimum. *« Entre l'augmentation des prix de l'électricité et de l'essence et celle des cotisations sociales pour les autoentrepreneurs comme moi, j'ai déjà dû demander de nouveaux crédits à la banque. Il ne manquait plus que ça... »*, lance cette quinquagénnaire. Dans le fond de son salon, sa salariée, affairée avec une cliente, ne partage sans doute pas la même opinion. Ni Borja Sanjuan, qui attend son bus devant le salon

de beauté. « *C'est du bonheur : de l'argent en plus pour dépenser et vivre un peu mieux ou pour faire des économies* », se réjouit ce caissier de 25 ans. Pas encore assez, cependant, pour qu'il puisse quitter le nid familial, tant les prix des loyers ont bondi, eux aussi.

Sandrine Morel(Madrid, correspondante)